

**Paolo Carusi, *Les partis politiques italiens de l'unité du pays à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2018, 240 p.**

**Lucia Bonfreschi**



L'ouvrage de Paolo Carusi a connu plusieurs rééditions en italien, a été enrichi d'un nouveau chapitre et traduit en français. La raison de ce succès est simple : le livre est une introduction efficace et lucide à l'étude de l'histoire des partis politiques italiens ; dans la mesure où ils ont joué un rôle crucial dans la vie politique du pays – au moins depuis 1943 –, le livre est aussi une introduction générale à l'histoire politique de la péninsule italienne aussi. D'ailleurs, là réside le risque principal pour un ouvrage de ce genre : glisser dans l'histoire de la vie politique tout court, vue au prisme de la succession des élections et des coalitions gouvernementales.

Si ce risque existe, il est inhérent à l'objet d'étude car, après la chute de Mussolini, les partis politiques à peine reconstitués ou bien sortis de la clandestinité, réussirent à devenir l'expression politique de la Résistance civile et armée (contre les nazis et la République sociale italienne) ; la transition vers la République a fait l'objet de luttes et la capacité des partis à assurer cette transition soulevait des doutes. Ce n'est pas un hasard si l'étude de Pietro Scoppola explicitant le rôle crucial des partis dans le système politique italien – baptisé « République des partis » – et donnant de ce rôle une vision positive fut l'une des œuvres que les historiens débattirent le plus âprement dans les années 1990<sup>1</sup>.

Au moment de l'unification de la péninsule italienne, pourtant, la vie politique n'était pas dominée par les partis, bien au contraire : comme l'explique bien Paolo Carusi, pendant les trois premières décennies de la vie politique de l'Italie unifiée, le député était élu au scrutin uninominal par un collège restreint, sans le soutien d'une structure partisane ; il gardait une position d'autonomie absolue à la Chambre et son adhésion éventuelle à un groupe parlementaire n'impliquait qu'un soutien générique à un programme et à un groupe politique. La vie politique entama ensuite une « quête d'agrégation », de la part des groupes représentés au Parlement, mais surtout de la part des mouvements et des groupes – socialistes, catholiques, nationalistes – qui se situaient en dehors des institutions. Enfin, l'introduction du suffrage universel masculin (appliqué pour la première fois aux élections de 1919) marqua l'essor des partis de masse, le *ventennio* fasciste amenant par la suite le parti de masse unique. L'Italie – toujours dans le cadre d'institutions parlementaires qui n'ont jamais donné

---

<sup>1</sup> Pietro Scoppola, *La Repubblica dei partiti. Profilo storico della democrazia in Italia 1945-1990*, Bologna, Il Mulino, 1991.

ni autonomie ni leadership politique au gouvernement par rapport au Parlement – devint ainsi un cas d'école pour comprendre un système politique dominé par les partis de masse. Avec la fin de la Guerre froide, les enquêtes sur la corruption des partis et les contraintes budgétaires imposées par le traité de Maastricht, le pays connut l'écroulement du système des partis et entra dans une phase que l'auteur qualifie de « transition en cours » (« *transizione in corso* »), car elle semble ne pas être terminée après les élections de 2013.

Paolo Carusi met en évidence les divisions idéologiques et les contraintes liées à la Guerre froide, mais aussi le manque d'un sentiment d'appartenance nationale et le système d'appartenances locales séparées, présent dès l'unification de l'Italie, à son tour renforcé et entrecroisé avec l'esprit d'appartenance de parti. Mais il souligne aussi les influences extérieures aux partis mêmes, telles que l'ingérence des hiérarchies ecclésiastiques dans la vie politique (surtout les pressions sur la Démocratie chrétienne). À propos de la période républicaine, l'auteur souscrit à deux thèses très répandues, dans l'historiographie sur les partis politiques italiens, et souvent liées entre elles : les grands partis de masse se montrèrent faiblement réceptifs et même incapables, dès la fin des années 1960, de comprendre les mutations sociétales et, au même temps, enfermés dans la volonté de garder le pouvoir ; au même temps, la quête d'un élargissement du cadre de légitimation politique (surtout grâce à l'intervention active de l'État en matière économique de la part des gouvernements de centre gauche et de « solidarité nationale », pendant les années 1960 et 1970) donnait un caractère dynamique au système politique. Selon Paolo Carusi, une fois échoué ce mouvement d'amplification de l'espace de légitimation politique en 1979, le système de l'économie publique subit une dégénération qui aboutit aux scandales de « *tangentopoli* »<sup>2</sup> au début des années 1990.

Cet ouvrage présente un mérite essentiel dans une histoire aussi complexe que celle des partis politiques italiens : la clarté. À tout étudiant ou chercheur qui aborde le sujet, le volume permet de suivre aisément le développement des partis. D'ailleurs, il se lit à plusieurs niveaux. On peut d'abord approfondir la connaissance de l'historiographie sur la vie politique italienne à travers les longues notes bibliographiques très utiles qui accompagnent chaque chapitre. Ensuite, après une synthèse d'environ 160 pages de l'histoire des partis politiques de l'unification au gouvernement de Matteo Renzi (2014), l'auteur consacre deux parties du livre à l'historiographie et à la méthodologie de la recherche sur ce vaste sujet. Ces deux parties, à leur tour subdivisées en chapitres brefs mais efficaces, expliquent synthétiquement l'évolution de la littérature sur les partis italiens, les sources à la disposition des chercheurs et les approches méthodologiques suivies par ceux qui s'y sont penchés.

Comme Paolo Carusi l'explique, l'acte de naissance de la littérature sur les partis politiques italiens (la sortie en 1945 de l'ouvrage de Carlo Morandi sur *I partiti politici nella storia d'Italia*) coïncida avec le rôle de plus en plus important joué dans la vie politique italienne par les partis après la chute du fascisme. Le regard de l'historien se posait sur les composantes catholique, socialiste et communiste au moment où ces forces allaient devenir les protagonistes de la vie républicaine. Le

---

<sup>2</sup> Les enquêtes judiciaires qui visaient la corruption et le financement illicite des partis politiques.

poids des partis sur la vie politique italienne a donc joué aussi sur le regard que les historiens ont porté sur leurs objets. Dans les premières années de Guerre froide, non seulement les historiens se sont divisés en « chapelles », engagées dans l'histoire de leurs familles politiques respectives et dans leur légitimation politique, mais leur penchant politique (quand il ne s'agissait pas d'un vrai engagement) était strictement lié à un choix méthodologique clair.

Si l'historiographie italienne sur les partis entra, au cours de la décennie 1960, dans une phase de développement décisif, ce fut autour de la moitié des années 1970 qu'elle commença à assimiler les acquis des sciences sociales, en renouvelant en profondeur ses méthodes. Au milieu des années 1990, le dialogue avec la sociologie et la science politique avait beaucoup avancé, comme le démontrèrent les ouvrages de Pombeni, Vallauri, Colarizi, Ignazi, Grassi Orsini et Quagliariello (pour n'en citer que quelques-uns)<sup>3</sup>. L'éclatement assez rapide et imprévu des partis italiens entre 1991 – mort du Parti communiste italien et naissance du Parti de la Gauche démocratique – et 1994 – disparition de la Démocratie chrétienne et du Parti socialiste des radars électoraux – avait en effet poussé plusieurs historiens à essayer de comprendre le parcours de l'ensemble des partis qui semblait bien arrivé à un tournant majeur. L'historiographie sur les partis a donc joué un rôle central dans l'historiographie politique sur l'Italie, rôle qui, sans être mis en question, est aujourd'hui circonscrit par les efforts des historiens pour étendre la notion et le champ du « politique » et l'enrichir de nouvelles perspectives.

---

<sup>3</sup> Carlo Vallauri, *I partiti italiani da De Gasperi a Berlusconi*, Roma, Gangemi, 1994 ; Paolo Pombeni, *Partiti e sistemi politici nella storia contemporanea*, Bologna, Il Mulino, 1994 ; Simona Colarizi, *Storia dei partiti nell'Italia repubblicana*, Roma-Bari, Laterza, 1996 ; Piero Ignazi, *I partiti italiani*, Bologna, Il Mulino, 1997 ; Fabio Grassi Orsini, Gaetano Quagliariello (dir.), *Il partito politico dalla grande guerra al fascismo. Crisi della rappresentanza e riforma dello Stato nell'età dei sistemi politici di massa (1918-1925)*, Bologna, Il Mulino, 1996.